

Programme politique 24

Les « libéralités » du libéralisme économique

C'est fait, c'est en cours : le gouvernement de la France se fend d'une prime supplémentaire de 100 euros aux plus démunis pour compenser la hausse faramineuse de l'énergie ! Il y a 38 millions de bénéficiaires y compris des retraités : 38 millions sur une population de 67 millions d'habitants, soit plus de 57 % du total, bébés au berceau compris ... Ou si on s'en tient aux électeurs qui ne votent pas toujours et qui comptent 45 millions d'individus de 18 ans et plus, cela représente plus de 80 % des actifs, en âge de l'être ou retraités ! La France est un pays riche mais ses travailleurs ne le sont pas, c'est le moins qu'on puisse dire ...

La prime représente au bas mot 3 à 4 milliards d'euros : une brouille dans la dette exorbitante liée au covid. Qui payera ? Les mêmes qui dépenseront les 100 euros en acquittant la TVA !

Le capitalisme ou libéralisme économique ne perd pas le nord : il faut faire déboursier les plus nombreux et profiter du beau geste pour refuser les hausses de salaire, y compris le SMIC, et diminuer les services publics : les parents ont mangé les raisins verts et leurs enfants et petits-enfants, voire arrière-petits-enfants auront les dents agacées.

Il y a d'autres libéralités que fait l'exécutif aux grands patrons du CAC 40 et leurs émules, sans contrepartie du genre pas de plan social ni de délocalisation ... Ces capitalistes ne se gênent donc pas et entraînent des bassins d'emplois dans le marasme et la misère ; ils ont eu soin au préalable de s'appuyer sur des entreprises locales pour leur sous-traitance qu'ils laissent se débrouiller seules quand eux-mêmes ont touché le fric et ne se sentent pas liés par un engagement que le gouvernement n'a même pas exigé.

En 2022 les élections présidentielles et législatives ne doivent pas redonner le pouvoir à ceux qui depuis des années entretiennent le libéralisme économique en bons prébendiers qu'ils en sont ; il faut à tout prix faire en sorte qu'une véritable **évolution révolutionnaire** redevienne possible, avec une plus-value réduite et des salaires augmentés par le fait même de cette réduction. Depuis 1983, l'horizon révolutionnaire de la France est obscurci voire bouché par la démission et même la trahison des dirigeants politiques qui se suivent et se ressemblent dans leur obsession du pouvoir partisan mais jamais civique. Les citoyens ont la possibilité de changer la politique qui jusqu'à ce jour les brime et les assujettit. Ils peuvent et doivent reprendre le pouvoir démocratique que le capitalisme a confisqué à son unique profit. Le capitalat a assez gagné sur les travailleurs : à eux de reprendre ce qu'ils ont perdu et au-delà.

Capitalismus delendus est.